

Rapport moral de l'année 2013

En janvier 2015, l'organisation des usagers de l'eau du Vallespir devenue depuis départementale aura dix ans. Nous marquerons cette date comme il se doit, soulignant la pugnacité de notre combat de défense des usagers d'une part et du développement d'un argumentaire pour une gestion pérenne de la ressource eau.

Une Rétrospective du chemin parcouru serait instructive. Des Assises de l'eau qui offrent une tribune ouverte à tous les acteurs de l'eau, apportant ainsi une belle diversité de regards et de contributions. Pourquoi pas ?

Le prochain conseil d'Administration décidera du contenu de ce moment.

En dix ans, notre regard, celui de l'utilisateur lambda a changé plus qu'on l'imagine. Au début souvenez-vous, il n'était question que du prix de l'eau, aujourd'hui la question de la qualité est devenue première et une sourde compréhension de ce que constitue un écosystème s'est fait jour.

André Gorz écrivait en 1974, dans la revue « Le sauvage » un article d'une criante actualité. Dans cet article intitulé « *Leur écologie et la nôtre* » Il pose à plusieurs reprises cette question « *franchement, que voulons-nous ?* » « *nous accommoder des contraintes écologiques ou instaurer un nouveau rapport des Hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ?* » C'est une question qui peut être entendue aujourd'hui me semble-t-il par un assez grand nombre de nos concitoyens.

Le regard des institutions, lui aussi a changé, avec toutes les contradictions et antagonismes internes face à une crise sans précédent de la gestion publique de l'eau cancrénée à tous les niveaux par les lobbies du privé. On peut parler d'effondrement du service public.

Quant à l'oligarchie politique locale, dans son immense majorité, celle-ci résiste à s'intéresser comme il serait nécessaire aux enjeux de l'eau alors que cette problématique devient urgente ici dans la vallée du Tech et pour l'ensemble du département des Pyrénées Orientales (57 millions puisés, 24 millions de pertes et gaspillages et Aqua Domitia à l'horizon).

Cette question d'un intérêt général majeur, souffre du manque d'entrée en compétence du plus grand nombre des élus. Faisons un peu de fiction : Il suffirait d'essayer de comprendre les équilibres nécessaires à une gestion pérenne des masses d'eau, d'essayer de comprendre les modes de gestion de l'eau potable sans que cela nécessite de devenir un spécialiste de l'eau pour autant mais simplement de s'intéresser avec sérieux, avec un brin de volonté politique et continuité pour être en capacité de gérer les problèmes du temps présent du mieux possible et d'engager les mutations nécessaires face aux défis qui s'annoncent vite.

Hélas le verbe déléguer se conjugue à tous les niveaux, élus et -citoyens par conséquences- : je, tu, il, nous, vous, ils délèguent.

Pourquoi avons-nous peur de gérer les services publics de l'eau de l'assainissement en régie ?

Pourquoi est-ce que cela paraît si compliqué ?

Comment construire des services publics en régie ?

73 ans que le service de l'eau de cette vallée est gérée par VEOLIA, ex VIVENDI, ex Compagnie Générale des Eaux et de l'Ozone.

Afin de conserver leurs prérogatives, les opérateurs privés développent des arguments

techniques rendus volontairement complexes. Bien des élus comme beaucoup de citoyens se laissent dominer, impressionner par ces discours abscons que conforte une opacité de gestion. Et personne ne semble se rendre compte comme une évidence que ces entreprises n'agissent qu'en aval des problèmes, des situations comme autant de rentes infinies : ils se proclament champions de la dépollution et on applaudit, ils se proclament champion de l'eau rendue potable aux normes élastiques, etc mais personne n'évoque le travail de prévention, en amont qui coûte 2,5 fois moins cher que seuls les collectivités publiques sont en mesure de conduire associé à un travail de sensibilisation, d'éducation, de recherche publique qui sont les meilleurs garants d'une gestion pérenne du premier des biens publics.

Et là, je reviens à l'analyse d'André Gorz dans l'article que je vous ai cité qui traduit ce dont je viens de parler« la prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le système économique, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur mainmise sur l'économie. Le pouvoir centrale renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les « domaines de vie programmées » et le champ d'activité des appareil de répression » puis il poursuit en disant que c'est bien ainsi que les choses dérouleront si aucune mobilisation citoyens ne voient le jour.

Comme vous avez pu vous en rendre compte au travers du rapport d'activité de l'année 2013 : les chantiers ne manquent pas

- la manière scandaleuse dont est gérée le dossier de l'assainissement individuel est une bonne raison de se révolter, d'agir face à ce qui n'est pas admissible.
- l'émergence d'un projet de golf qui avance à pas feutrés sur St Jen Pla de Corts alors que la vallée connaît un stress hydrique croissant.

Si nombre d'élus, comme je l'ai évoqué, délèguent cette question à d'autres sans se donner les moyens de contrôler quoi que ce soit, les citoyens ont une conscience un peu plus plus élevée des enjeux de l'eau. C'est ce que nous observons chaque jours au travers de l'action que nous menons. je vous rassure tout de suite, ce un peu plus élevé est relatif, cela reste en comparaison de la prise de conscience de nos élus. Elle est donc encore bien timide la lutte des citoyens qui s'excusent de lutter.

Mais quand même, cela mérite d'être souligné, dans le cadre d'une démocratie de la vie publique trop souvent devenue formelle, de modestes actions comme la forge del Mitg constituent les prémices de réapprentissage des citoyens à compter à nouveau sur eux-mêmes.